

TRAVAILLEURS

IMMIGRES EN

LUTTE



mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire
Internationaliste d'Algérie

2 F.

N° 42

- juin 1980 -

ALGERIE :

L'ÉTAT CAPITALISTE
EST À DÉTRUIRE,
PAS À RÉFORMER !

p.4

• POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS SUR LES ÉVÉNEMENTS
DE TIZI OUZOU ET D'ALGER, VOYEZ NOTRE

Supplément

au n° 41

SPÉCIAL

ALGÉRIE

-2-

POINTS DE VENTE

Librairie du Thiers Mythe : 21, rue Cujas, 5ème.
Librairie Arabe : 2 rue St Victor, 5ème.
Librairie Rouge : 10 impasse Guéméné, 4ème.
Présence Africaine : 16 rue des écoles, 4ème.
L'Harmattan : rue des 4-vents, 6ème.
Beaux-arts Monde : 410 rue Gay Lussac, 6ème.
Lib. "Le temps des cerises" : 16 rue Gustave Simond, 54 000 NANCY.
Librairie 33 : rue St James, Bordeaux.
Librairie quotidienne : 5 rue du Felibre-gaut, 13 100 Aix-en-Provence.
Librairie 71 : 29 rue J. Jaures, 44 Nantes.
Librairie LIRE : rue Sainte, MARSILLE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,
S'ADRESSER A :

T. I. L.,
29 rue Descartes
75005 Paris.

(Ne spécifier que T.I.L.)

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

-48 F l'année, en timbres poste,
(24 F de mensuel + 24 F de frais
d'envoi).
- Pour l'étranger, écris-nous.

NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE
POUVONS PAS ACCEPTER LES CHEQUES.

SOMMAIRE

ALGERIE

p 4,5 : L'Etat capitaliste est à détruire, pas à réformer !
p 6 : Les Frères Musulmans du côté du pouvoir

FRANCE

p 7 : nettoyeurs du métro : une maigre victoire
p 8 : grève des nettoyeuses à Roissy

INTERNATIONAL

p 10,11,12 : Brésil : "L'ouverture démocratique s'arrête à la porte des usines"
p 12-bis : Raid américain en Iran : une manoeuvre électorale
p 13,14 : SUÈDE : Le mythe de la paix sociale, à réviser
p 15,16 : Cisjordanie : état de siège en Cisjordanie
p 17,18 : Corée du Sud : insurrections dans le pays du "miracle économique"

Dernière page : QUI SOMMES-NOUS ?

ALGERIE

ALLA A LA REPRESSION !

21 personnes ont déjà été condamnées arbitrairement par les tortionnaires au pouvoir. Plusieurs dizaines d'autres croupissent dans les geôles du régime et subissent des tortures. Elles risquent de faire les frais d'une justice expéditive.

MOBILISONS-NOUS POUR

EXIGER LA LIBERATION

DE NOS CAMARADES !

PRS

L'Etat bourgeois est à détruire
pas à réformer !

Dans le numéro spécial de T.I.L. que nous avons consacré aux événements en Algérie, nous avons brièvement évoqué l'attitude du PRS à cette occasion. Nous nous proposons dans ce qui suit d'examiner plus en détail la politique de ce groupe.

Comme nous l'avons déjà dit le PRS a soutenu les mouvements de grève qui ont eu lieu en Algérie. Le groupe de Boudiaf a proclamé son soutien aux "justes revendications culturelles et linguistiques" des grévistes ; il a dénoncé la répression et exigé la libération des personnes arrêtées, mais le PRS en est resté là. C'est dire qu'il s'est en fin de compte prononcé uniquement pour une démocratisation de la dictature capitaliste en Algérie.

Une telle attitude appelle certains commentaires que nous ferons plus loin ; de la même manière, la nature des forces sociales que ce groupe entend mobiliser pour obtenir la satisfaction de ses revendications est, elle aussi, révélatrice de sa nature. "Le PRS lance un appel aux Algériens et à l'opinion internationale..." pouvons-nous lire dans le communiqué publié par ce groupe le 21 avril 1980.

Dévoier les luttes des travailleurs

Déjà dans l'appel en cinq points qu'a diffusé le PRS fin 1978 pour "imposer une solution démocratique de gauche en Algérie", ce groupe dévoilait ses objectifs réels. Il voulait un régime traditionnel comportant un parlement et les libertés démocratiques. Fidèle à lui-même, lors des événements, le PRS a mis en avant uniquement des mots d'ordre relatifs à l'obtention en Algérie d'un régime de démocratie bourgeoise.

Ce faisant, ce groupe a montré que rien ne le séparait quant au fond des démocrates bourgeois.

Son appel à toutes les classes et catégories sociales, bourgeois et accessoirement travailleurs, pour se retrouver dans le même combat pour la "démocratie", montre qu'en réalité ce groupe fait peu de cas des spécificités de la classe ouvrière et que de plus il propose à celle-ci de s'allier (en réalité de servir de masse de manœuvre) aux bourgeois pour que ceux-ci puissent imposer leurs propres libertés, liberté de commerce, de disposer d'une assemblée permettant de régler démocratiquement les problèmes entre bourgeois...

Car il faut savoir qu'un régime de démocratie et de parlementarisme bourgeois n'en est pas moins un régime exploiteur "sous lequel les classes opprimées recouvrent le droit de décider en un seul jour pour une

.../...

periode de plusieurs années quel sera le représentant des classes possédantes qui représentera et opprimerà le peuple au parlement" (I).

Rappelons aussi que les élections ne sont pas le terrain de classe des prolétaires, et qu'il n'est que dans le cadre d'un Etat ouvrier que les travailleurs pourront pleinement et durablement bénéficier du droit de s'organiser, de se réunir, de s'exprimer...

En réalité le PRS veut profiter de l'aspiration légitime des masses opprimées pour les libertés politiques, pour devoyer leurs luttes, les cantonner dans le cadre du système capitaliste.

Pour la dictature du prolétariat et la destruction de l'Etat bourgeois

Nous en resterons là quant aux illusions démocratistes que propage le PRS, pour rappeler la position des révolutionnaires communistes concernant le problème des libertés politiques.

Il est nécessaire de dire que les révolutionnaires sont conscients des aspirations des travailleurs concernant les libertés politiques. Mais c'est dans la lutte de classe, et dans l'indépendance de classe complète du prolétariat que les travailleurs doivent arracher à un Etat bourgeois à abattre les droits de réunion, de grève, etc. qui sont des instruments indispensables à la lutte de classe du prolétariat.

Il est nécessaire aussi de réaffirmer face aux mystificateurs de tout poil que les prémisses objectives à la lutte pour le pouvoir des travailleurs, pour la dictature du prolétariat existent autant dans les pays développés qu'ailleurs, et que cette lutte que les travailleurs doivent entreprendre pour détruire l'Etat bourgeois ne se conçoit que dans le cadre du combat que doivent mener les travailleurs de tous les pays contre le capitalisme oppresseur.

(I): Thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat. Premier congrès de l'Internationale Communiste.

Les Frères Musulmans

du côté du pouvoir

A ce jour, dans les universités d'Alger (Sciences éco., droit, etc.), la grève dure encore. Des a

A ce jour, dans les universités d'Alger (Sciences éco., droit, etc.), la grève dure encore. Des assemblées générales se tiennent pour reconduire la grève en soutien aux camarades, travailleurs et étudiants qui ont été réprimés et arrêtés lors des évènements de Tizi-Ouzou et d'Alger. (Voir supplément au n° 41, SPECIAL ALGERIE).

Ce qu'il y a de nouveau, par contre, c'est la violence avec laquelle des étudiants membres de la secte religieuse des Frères Musulmans tentent actuellement de briser la grève. Si jusqu'à présent, ceux-ci s'étaient contentés de perturber les assemblées générales, d'avoir une attitude provocante, ils ont franchi samedi 24 mai à la faculté des Sciences de Bab Ezzouar une nouvelle étape dans leur opposition à la grève.

Organisés en commandos, armés de pierres et de gourdins, ils ont entrepris de "rétablir l'ordre" dans la faculté. Bilan, une trentaine de blessés. A la faculté de droit, des affrontements ont également eu lieu entre les étudiants grévistes et les Frères Musulmans. Ces derniers voulaient empêcher les grévistes d'occuper les amphithéâtres où se tiennent les assemblées et ont multiplié les incidents. Le mardi 27 mai plusieurs grévistes furent ainsi agressés et blessés.

L'attitude de la racaille intégriste est révélatrice. Les membres des sectes réactionnaires montrent ainsi clairement qu'ils se placent dans le camp de la bourgeoisie et qu'ils jouent le rôle de flics. Les travailleurs et tous ceux qui se réclament du combat de la classe ouvrière contre la dictature capitaliste en Algérie doivent se mobiliser et s'organiser pour mettre au pas les milices réactionnaires.

IMMIGRATION

Nettoyeurs du métro :

une maigre victoire

La grève des nettoyeurs du métro à Paris aura duré un mois et cinq jours. La RATP et les 14 entreprises sous-traitantes espéraient le pourrissement de la grève, et comptaient sur la lassitude des grévistes.

La RATP, pour briser le mouvement, avait même fait appel à des entreprises de bâtiment pour nettoyer le métro, ainsi que le tour des foyers pour employer des chômeurs.

A cela, et contrairement au souhait des patrons, ont répondu une grande combativité des travailleurs immigrés du métro, et des piquets de grève bien organisés qui ont empêché jusqu'au bout les jaunes de travailler, malgré les bagarres (3 militants de la CFDT ont été blessés). Un exemple : le 29 avril, sur 900 nettoyeurs, ils se réunissaient encore à 600 à la Bourse du Travail pour décider de leur sort !

Quels ont été les résultats de la grève ? Bien en-deçà en tout cas des revendications des grévistes : la seule concession réelle qui ait été faite au cours des négociations tripartites, l'a été au niveau des salaires et rejoint des chiffres syndicaux (CFDT) : 2600 Fr par mois tout de suite, et la "promesse" d'envisager les 2800 Fr pour 1981-1982... Les grévistes primitivement demandaient, eux, 2800 Fr par mois, et un certain nombre d'autres revendications qui n'ont même pas été examinées!... (Voir TIL n° 40 et 41).

La CFDT, dans cette affaire, a eu pour politique de cantonner constamment le mouvement au seul conflit avec la RATP, et d'empêcher toute extension de la grève vers d'autres catégories de nettoyeurs, par exemple : or les conflits qui lui ont succédé, comme celui des nettoyeurs de la SNCF, des nettoyeuses de Roissy qui dure encore (voir notre article) ou même des vidangeurs de la station d'épuration d'Achères, qui réclament 350 Fr de prime de transport et sont en grève totale, montrent que dans d'autres entreprises, des travailleurs étaient prêts à se mobiliser, souvent sur des revendications semblables, et qu'une coordination entre ces différents mouvements aurait considérablement renforcé la lutte !

C'est la politique de morcellement des luttes menée par les syndicats que les travailleurs doivent combattre : pour faire céder les patrons, prendre en main de façon autonome leurs propres luttes, tenter de coordonner les grèves et d'étendre le mouvement, voilà les meilleurs atouts des travailleurs !

grève des nettoyeuses à Roissy

Le 3 juin, les 140 nettoyeurs de la société USP de sous-traitance (en majorité des travailleuses immigrées) entamaient leur 22ème jour de grève : aujourd'hui l'aéroport de Roissy est toujours jonché de débris ! Les revendications des grévistes sont les suivantes :

- salaire net à 2800 Fr pour 173 heures.
- attribution d'un 13ème mois.
- réintégration d'un délégué CGT.
- réintégration des employés qui ont occupé les locaux de leur direction lors du début du conflit.
- réintégration du chef d'équipe licencié.
- paiement des heures de nuit à 100 %.
- augmentation de la prime de repas.
- remboursement intégral de la carte orange.
- paiement de la carte de parking.
- 40 mn de coupure pour le repas.
- Réembauche de l'ensemble des licenciés.

La direction de l'"Aéroport de Paris" (dont dépendent tous les aérodromes de Paris) avait réalisé 46 millions de bénéfices en 1979. Son projet était de réduire de 25 % ses frais de nettoyage, et de consacrer environ 30 millions de F. C'est l'USP, société de sous-traitance, qui a raflé le marché à la GSI (qui assurait jusque là le nettoyage à Roissy) en proposant 26 millions. Il est évident que cela se traduit par une diminution des salaires des travailleurs et un surcroît de travail.

C'est contre cette situation que ce sont mis en grève les nettoyeurs le 10 mai dernier.

La direction de l'"Aéroport de Paris", quant à elle, n'est toujours pas prête à engager les négociations : elle renvoie la responsabilité du conflit à l'USP. Scénario classique et bien pratique pour les patrons qui, avec le recours à la sous-traitance, achètent à bas prix les services des sociétés extérieures et pensent éviter les difficultés de la gestion du personnel !

Seulement, si elle n'est pas prête aux négociations, si elle se défend publiquement de jouer le rôle de patron, elle n'hésite pas à le faire en sous-main quand il s'agit d'envoyer les CRS et mettre sur pied les équipes de "jaunes" ! Les grévistes ne s'y trompent pas, et savent bien qui les exploitent ! Elle ne sont pas prêtes en tout cas à céder.

Mais là encore, la popularisation et l'extension du mouvement à d'autres catégories de personnel en grève ou en conflit (ex : le personnel d'Air Inter, la SNCF, les vidangeurs d'Achères, etc.) sera décisive dans l'issue de la lutte, - contrairement à la politique de la CGT qui tient la grève et qui tente d'isoler et de morceler le mouvement - : c'est la seule menace susceptible de faire pression à court terme sur ces directions arrogantes !

INTERNATIONAL

BRÉSIL

"L'ouverture démocratique s'arrête à la porte des usines"

Le 12 mai, après 41 jours de grève, les 200 000 métallurgistes de la capitale industrielle du Brésil, Sao-Paulo, ont repris le travail sans avoir rien obtenu. Si, à ce niveau, il est certain que les travailleurs ont subi un échec, l'ampleur de la lutte, la durée de la mobilisation et les multiples tentatives et initiatives des métallurgistes, leur résistance à la répression, et leur combativité qui encore aujourd'hui est pratiquement intacte, tout cela prouve que les ouvriers ne sont pas écrasés au Brésil, mais relèvent la tête face au patronat et au gouvernement.

Une combativité exceptionnelle :

C'est le 1er avril que la grève a démarré dans les faubourgs industriels de Sao-Paulo, sur trois revendications : l'augmentation des salaires de 15 % au-dessus des indices officiels des prix, la reconnaissance de fait de droits syndicaux tels que la possibilité d'élire des délégués, et enfin la garantie de l'emploi pour tous les ouvriers pendant un an.

La dernière revendication était celle à laquelle les grévistes tenaient le plus car, au Brésil, la pratique de licenciements après un conflit du travail est plus que courante. Ainsi, les patrons peuvent affaiblir les travailleurs et même remettre en cause dans les faits les accords salariaux, etc., grâce à l'embauche de nouveaux ouvriers.

Le gouvernement et le patronat jouant sur la répression et l'allongement du conflit ont misé sur le pourrissement de la lutte. Le 17 avril, le tribunal du travail déclarait la grève illégale, appliquant ainsi la clause d'interdiction de la grève en vigueur (mais pas toujours appliquée) depuis le coup d'Etat militaire d'avril 1964. Les jours suivants, le stade de Sao Paulo qui servait pour les assemblées générales quasi-quotidiennes de 60 à 80 000 travailleurs était interdit aux métallurgistes ; les dirigeants syndicaux étaient arrêtés. Les travailleurs furent obligés d'utiliser les églises comme lieux de réunion.

Le 1er mai, ni la police, ni le gouvernement, ni même les dirigeants syndicaux qui voulaient annuler la manifestation, ne parvenaient à leurs fins. Plusieurs fois refait, le vote exprimait toujours la ferme volonté des travailleurs de tenir une imposante manifestation. C'est ce qui se produisit le 1er mai. Plusieurs centaines de milliers de travailleurs défilaient à Sao Paulo, où les flics se faisaient très discrets... Les jours suivants, les affrontements des travailleurs avec

.../...

la police et la gendarmerie se multipliaient. Pourtant, le relatif isolement de ceux de Santo-André, le plus gros des 3 faubourgs industriels de Sao Paulo par le nombre de travailleurs employés - dans de petites et moyennes entreprises - faisait qu'ils reprenaient le travail le 6 mai, sans avoir rien obtenu. Le sort en était jeté. Le 12 mai, le travail reprenait partout à Sao Paulo.

La bureaucratie syndicale combative... en prévision des élections !

Les dirigeants syndicaux ont dans une large mesure été les initiateurs de cette grève de quarante et un jours. Pendant plusieurs semaines, ils tenaient des réunions avec les travailleurs dans les usines, dans les quartiers, etc., les invitant à se préparer à un "grand combat". Lula, un bureaucrate syndical très populaire parmi les métallos, lançait aux 80 000 travailleurs rassemblés dans le stade de Sao Paulo, peu avant son arrestation : "Mourir la tête basse, ou mourir la tête haute". Appelant les métallos de San-Bernardo à la reprise du travail, alors que le mouvement s'était déjà largement épuisé, les dirigeants syndicaux disaient : "La guerre continue", et que "dorénavant, les patrons trouveront derrière chaque machine un ennemi".

Ce langage, auquel sans aucun doute sont très sensibles les travailleurs de Sao Paulo encore très combatifs, signifierait-il pour autant que ces bureaucrates syndicaux à qui le gouvernement militaire de Medici avait, dans les années soixante-dix, promis de nombreuses places dans les instances médicales et culturelles, sont aujourd'hui dans le gouvernement les plus sincères défenseurs des travailleurs ?

Pas du tout ! Il faut d'abord dire que sciemment, les dirigeants syndicaux n'ont présenté aucune perspective aux travailleurs des villes avoisinantes afin de réaliser une unité plus large et arracher au gouvernement certaines revendications. Du début à la fin, les métallos ont été enfermés dans des revendications propres à eux qui, pour nécessaires qu'elles soient, ne pouvaient tout de même conduire qu'à la défaite dans l'isolement, vue la fermeté de la bourgeoisie.

En fait, les causes de la combativité apparente de la bureaucratie syndicale sont à rechercher autre part. Celle-ci a préféré se donner un visage radical et déclencher elle-même un mouvement qu'elle contrôle, plutôt que de risquer d'être débordée par une explosion spontanée de la classe ouvrière, explosion que laissait prévoir la situation économique du Brésil. L'inflation atteindra bientôt, si ce n'est déjà fait, les 100 % dans un pays où le salaire minimum est de 300 Fr, alors que le litre de lait coûte environ 1,80 Fr et le paquet de cigarettes le plus ordinaire 2 Fr ! Le Brésil, qui a connu des taux de croissance parmi les plus importants depuis la fin des années soixante, subit une très grave crise depuis 1977.

Le développement économique important qu'a connu le Brésil ne s'est pourtant pas traduit par une élévation significative du niveau de vie des travailleurs. Aujourd'hui, au contraire, la bourgeoisie, comme dans tous les pays, a mis à l'ordre du jour un plan d'austérité systématique. Les licenciements se multiplient, et cela a particulièrement été le cas à Sao Paulo.

Ce sont tous ces éléments, ajoutés à la dictature implacable

.../...

que subissent les travailleurs, qui ont provoqué l'explosion de Sao Paulo.

Mais il y a une autre raison dépendante des intentions de la bureaucratie syndicale. En 1982, des élections devraient se tenir, le régime militaire tentant de calmer la population par une soi-disante ouverture démocratique, qui consisterait à légaliser des partis bourgeois pas trop gênants et à instituer un cadre légal dans lequel les différentes composantes de la bourgeoisie puissent résoudre leurs divergences. Comme le disaient symboliquement les métallurgistes : "l'ouverture s'arrête aux portes de l'usine...".

Des élections, et alors ? Alors, les dirigeants syndicaux ont l'intention d'y présenter leurs propres candidats. C'est à cette fin qu'ils ont appelé à la création d'un "Parti des travailleurs", auquel se sont déjà ralliés de nombreux sénateurs, conseillers municipaux, ainsi qu'une partie de la hiérarchie cléricale. On comprend ainsi pourquoi cette soudaine "combativité" débordante de la bureaucratie syndicale. Le parti des travailleurs n'est pas encore constitué ni légalisé. Il ne pourrait se présenter aux élections et s'assurer des strapontins au sein de l'Etat bourgeois que si la pression sur le gouvernement oblige ce dernier à le reconnaître, et si les travailleurs et la population laborieuse voient dans le P T l'expression d'une solution à tous les maux qu'ils supportent.

Et les dirigeants syndicaux n'ont aucunement l'intention de lutter résolument contre la bourgeoisie dans l'intérêt bien compris des travailleurs. Dès le début de la grève, Lula essayait de se faire une image de marque dans la bourgeoisie brésilienne en lançant un appel au "capital national" contre les entreprises multinationales (qui ont été les plus favorables à une fermeté du patronat), et en faisant chanter aux métallurgistes l'hymne national et celui de l'indépendance dans toutes leurs assemblées générales.

Les acquis de la lutte des métallos.

Malgré toutes les magouilles et les manoeuvres des bureaucrates syndicaux, cette grève a servi à la classe ouvrière. Elle a fait tomber le masque démocratique de la dictature brésilienne. L'interdiction des assemblées générales, l'emprisonnement de centaines de grévistes par la police politique (POSD), la brutalité des forces de police pendant les affrontements et surtout le refus du gouvernement et du patronat d'accorder quoi que ce soit et même de négocier (-alors que la grève des métallurgistes se poursuivait, le gouvernement interdisait la grève de 60 à 70 000 enseignants de la région de Minas Gerais. Deux mois plus tôt, il déclarait également illégale la grève des dockers de Santos), tout cela a ouvert les yeux à bien des travailleurs.

D'autre part, pour résister, les métallurgistes ont du aller de quartier en quartier, de porte en porte, expliquer le sens de leur grève et demander le soutien financier de la population. Ces expériences d'organisation des travailleurs resteront gravées dans les mémoires, et leur serviront dans d'autres circonstances, probablement contre les manoeuvres des bureaucrates syndicaux, qui cette fois-ci tenaient bien en main le mouvement.

IRAN

Raid Américain, une manœuvre électorale

En avril un commando américain était expédié à Tabs en Iran, afin de libérer les diplomates pris en otages dans l'ambassade des USA à Téhéran ; d'ailleurs était-ce la version officielle. Mais qu'en est-il ?

Carter et la bourgeoisie américaine ne nous convaincront pas qu'ils sont soucieux de la vie de quelques hommes, alors qu'ils ont massacré des centaines de milliers, voire des millions de Vietnamiens, alors qu'ils tiennent à bout de bras les pires dictatures bourgeoises dans le monde : Pinochet au Chili, le militaire qui ont massacré plus de 600 personnes en quelques jours en Coré du Sud, Videla en Argentine, etc.

La préoccupation de Carter est toute autre. Les élections présidentielles sont proche et la campagne bat son plein. Or les adversaires de Carter lui reprochent son manque de fermeté, son indécision, en un mot son incapacité à défendre les intérêts de l'impérialisme américain à l'étranger.

C'est donc pour refaire l'unité de la classe politique dominante autour de lui et ainsi assurer sa réélection - but qu'il a partiellement atteint - que Carter fait entendre des bruits de bottes US en Iran.

On a pu voir des patrons de café mettre sur leur enseigne publicitaire lumineuse : "Carter, essaye encore une fois", et Carter lui même n'a pas exclus de nouvelles opérations.

Mais indépendamment des élections, le président américain espère par cette opération faire passer plus facilement la pillule de l'augmentation récente du budget militaire et du retour à la conscription obligatoire de tous les jeunes à partir de 18 ans. Reste à savoir s'il y parviendra...

SUEDE

Etat de siège en Cisjordanie
Le mythe de la paix sociale a vécu

La crise internationale du capitalisme en frappant aussi la Suède a détruit le mythe du "socialisme à la suédoise" qui prétendait assurer une prospérité permanente. Aujourd'hui c'est le mythe d'une Suède sans conflits de classe qui vole en fumée. Du 2 au 11 mai 1980 tous les principaux secteurs de l'économie étaient paralysés.

Le conflit s'est déclenché à la suite de l'échec des négociations pour les contrats collectifs (d'ordinaire négociés tous les trois ans) qui traînaient depuis novembre 1979. La confédération nationale des syndicats (L.O.) a avancé la revendication de 11,3 % d'augmentation des salaires, sachant que la baisse du niveau de vie des travailleurs de 3 à 4 % depuis 1979 pourrait provoquer de forts mouvements ouvriers indépendamment d'elle, si elle ne tenait pas un langage plus radical.

LE gouvernement recule ...

Poursuivant l'attaque des sociaux-démocrates -écartés du gouvernement en 1977 - contre les travailleurs, le gouvernement actuel avait en 1979 relevé les tarifs médicaux et pharmaceutiques, fait réviser et diminuer les allocations de logement. Il a même été jusqu'à décréter que la première journée d'arrêt de travail pour maladie ne serait pas remboursée.

En mars 1980, il rendait public un plan d'austérité : d'une part limitation des hausses de salaire à 2,5 % ; d'autre part plus de profits pour les entreprises - profits qui ont déjà augmenté de 50 % pour les 250 plus grosses firmes ! - par la réduction des impôts sur le revenu et la création d'un fond d'investissement.

Les employeurs ont eu une attitude de patrons de choc, en répondant à la grève de plus de 100 000 travailleurs et employés dans le secteur public et privé, par le lock-out (fermeture des entreprises) de plus de 900 000 travailleurs dans le privé.

Malgré cela le plan d'attaque du gouvernement contre les travailleurs a momentanément été mis en échec puisqu'ils ont obtenu 6,8 % d'augmentation dans le secteur privé et 7,3 % dans le secteur public. L'accord signé prévoit aussi la diminution des impôts sur le revenu annuel. Avec les augmentations de salaire les travailleurs ont obtenu plusieurs centaines de francs (1) (500 selon Le Monde). Enfin, une clause précise que les salaires des ouvriers de l'industrie seraient augmentés d'1 % si l'inflation dépassait 2,5 % entre mars et octobre 1980.

...mais pour les travailleurs c'est une demi-victoire.

Incontestablement donc le gouvernement a reculé. Le patronnat qui était

.../...

partisan d'une augmentation limitée à 0,5 % (!) a été pressé par le gouvernement en place d'accepter l'offre de médiation qui a abouti aux accords signés.

Cependant il faut tout de même constater que le pouvoir d'achat des travailleurs risque bien de continuer à diminuer en 1980, l'inflation (9 % en 1980) étant supérieure aux hausses de salaire. D'autre part, le gouvernement peut, afin de réduire les effets de l'accord, augmenter les impôts indirects et la T.V.A. Il prévoit également la suppression des allocations familiales pour le premier enfant.

Les résultats de cette lutte sont donc limités et éphémères.

Une faible mobilisation

Le fait que l'économie suédoise ait été entièrement paralysée au point que même les aliments aient manqué, ne doit pas faire illusion et nous faire croire que la mobilisation des travailleurs a été massive. Les 900 000 travailleurs lock-outés étaient beaucoup plus modérés que les grévistes.

La grève elle-même n'était pas l'expression spontanée du mécontentement des travailleurs, comme ça avait été le cas pour les grèves sauvages de 5 000 mineurs du Nord pendant deux mois en 1969, celle des cheminots et enseignants en 1971 ou encore celle des 10 000 ouvriers forestiers en 1975. L.O. y a appelé sans même consulter les travailleurs, et on ne peut que croire qu'elle avait pour fonction de calmer les travailleurs et d'éviter les explosions incontrôlées par la bureaucratie syndicale. Ceci dit, le fait que tant de travailleurs aient répondu à l'appel de grève pendant une semaine en prouve la popularité.

La prise en charge du mouvement par les travailleurs a été suffisamment faible pour que la bureaucratie syndicale ait pu contrôler entièrement le mouvement du début à la fin. Globalement les travailleurs ont donc peu appris de cette grève pour prendre leurs affaires en main, sinon une chose : que s'ils voulaient lutter contre les grignotements ignobles de la part de la bourgeoisie, ils pourraient paralyser toute l'économie par la grève générale. C'est une expérience qui, malgré ses nombreuses limites, est précieuse pour la classe ouvrière suédoise.

Etat de siège en Cisjordanie

Depuis le vendredi 2 mai, jour de l'attentat palestinien qui a fait six morts et quinze blessés à Hébron parmi les membres d'une colonie israélienne, un véritable état de siège règne en Cisjordanie.

A Hébron, un couvre-feu a immédiatement été promulgué. Des patrouilles militaires ont quadrillé la ville, fouillant les maisons une à une afin de tenter d'arrêter les membres du commando. Des maisons arabes, dans le quartier où l'attentat a eu lieu, ont été détruites et leurs habitants chassés. Malgré l'importance des moyens mis en oeuvre par les forces de répression, les membres du commando n'ont semble-t-il pas été appréhendés.

Il est toutefois clair que ce déploiement des forces répressives vise surtout à instaurer un climat de crainte au sein de la population arabe de Cisjordanie. Mais la population ne s'est pas laissé intimider, elle a répliqué par des grèves massives aux mesures répressives de l'Etat sioniste.

En réalité depuis l'occupation de ces territoires par l'armée sioniste en 1967 la colère gronde en Cisjordanie. La population arabe refuse l'occupation militaire et la mise en place de colonies juives. Soutenue par les différents gouvernements qui se sont succédés à la tête de l'Etat d'Israël, la politique d'implantation de colonies sionistes ne s'est pas démentie depuis 1967. D'ailleurs les victimes de l'attentat du 2 mai occupaient un ancien hôpital d'Hébron.

Ils sont tous membres du mouvement sioniste d'extrême-droite Goush Imounia. On dénombre en tout 122 implantations juives dans les territoires occupés, rassemblant une population de vingt mille colons (sans compter les soixante mille juifs installés dans les nouveaux quartiers construits dans la partie arabe de Jérusalem).

Les colonies israéliennes ont été créées sur les terres appartenant à des réfugiés palestiniens ainsi que sur des terres privées confisquées "pour des raisons de sécurité".

Dans sa course à la terre, le gouvernement israélien cherche depuis de nombreux mois de nouvelles méthodes "légales" pour s'approprier 12 000 ha en Cisjordanie. Les moyens pour expulser les propriétaires palestiniens sont variés (intimidation, invocation de lois diverses, etc.). On a même vu récemment des avions répandre des défoliants sur plusieurs centaines d'hectares de cultures (blé, orge, etc.) appartenant à des paysans palestiniens de quatre villages de la région d'Hébron, dont les terres furent ensuite remises à des colons.

.../...

COREE DU SUD

Insurrection au pays du "miracle"

économique

Du 21 au 27 mai la capitale de la province de Cholla en Corée du Sud a été aux mains de la population insurgée. Dans 16 ville avoisinantes, manifestations et émeutes se sont succédées.

A la mi-mai d'imposantes manifestations d'étudiants et de jeunes ouvriers s'étaient produites afin d'obtenir la démission de Chon, le nouveau chef de la police politique omniprésente, la KCIA, et la levée de la loi martiale en vigueur dans certaines régions depuis l'assassinat en octobre dernier de l'ancien homme fort du régime, le Général Park. La bourgeoisie a répondu aux protestations par les massacres, l'extension de la loi martiale à tout le pays et l'incarcération des opposants politiques.

L'arrestation de Kim Dae Jong opposant populaire semble d'ailleurs avoir été avec la répression, le détonateur de l'insurrection à Kwangju. Les insurgés se sont munis d'armes automatiques et même d'automitrailleuses après avoir désarmé la garnison locale.

La répression sauvage qui a suivi avec l'écrasement de la révolte a fait en une dizaine de jours plus de 600 morts et 2000 blessés.

Il est bon de souligner que l'impérialisme américain - les militaires en place à Séoul lui étant complètement inféodés - a une grande responsabilité dans ce massacre. En effet l'importante armée de 5 à 600 000 hommes suréquipés est dirigée, depuis la fin de la guerre de Corée par un Général américain, Wickman. Il est donc certain que la répression a été menée avec l'aval de Washington.

La croissance économique exceptionnelle qu'a connue la Corée du Sud (à tel point que les bourgeois parlaient de miracle économique) s'essoufle aujourd'hui. Evidemment, elle a été possible grâce à une surexploitation du prolétariat (dont la force de travail est parmi les moins chères du monde) s'ajoutant à une dictature militaire implacable, une militarisation du travail et l'étouffement de toute critique politique. Outre la prospérité du secteur de l'automobile, de la construction navale et de la sidérurgie, l'agriculture a également le record mondial du rendement à l'hectare en riz en 1977. Le niveau de vie de la paysannerie a donc augmenté et l'exode rurale a cessé. En conséquence la main d'œuvre dans les villes s'est raréfiée et des luttes ouvrières pour les salaires, etc. ont éclaté. Récemment des affrontements entre 3000 grévistes et la police dans la ville minière de Subuk ont fait un mort. A Dangbuk les ouvriers de l'acier se sont également affrontés aux forces de l'ordre.

C'est dans ce climat de radicalisation de la classe ouvrière qu'interviennent les manifestations étudiantes et populaires de Séoul, de Kwangju et des villes de la Cholla. La crise du régime - dont la direction n'avait pas changé de 1961 à 1979 - alors que la

.../...

COREE DU SUD

classe ouvrière dispose de peu de traditions politiques, expliquent que la direction de l'insurrection était de fait assurée par la petite bourgeoisie et la bourgeoisie chrétienne dont Kim Dae Jung est un des représentants.

Cependant ces émeutes ont largement exprimé le mécontentement des travailleurs face à la dictature et l'exploitation capitaliste. Elles s'inscrivent dans une vague de soulèvements qui secouent les pays du "Tiers Monde" (les plus durement touchés par la crise) comme en Egypte, Tunisie, Iran, Nicaragua, etc. qui, même s'ils n'ont pas abouti localement à une remise en cause de l'oppression capitaliste, n'en sont pas moins révélateurs d'un regain de combativité de la classe ouvrière et de l'ensemble des opprimés dans le monde.

Ce réveil des travailleurs ne peut que raffermir leur volonté dans la lutte qu'ils mènent contre l'exploitation capitaliste.

A la fin d'insurrection... ouvriers s'étaient... de la loi... ont en... la bourgeoisie... on de la loi... politiques. L'arrestation de Kim Dae Jung... leurs... Kwanjin... mitrilluses... la répression... révolte a fait... Il est bon de souligner... taires en place à Séoul... responsabilité dans ce massacre... 600 000 hommes... Corée par un général américain... pression a été menée avec l'aide de Washington. La croissance économique... (à tel point que les bourgeois... que) s'assouplit aujourd'hui... une surexploitation du prolétariat... les moins chères du monde) s'agissant... pla, une militarisation du travail... politique. Outre la prospérité... traction navale et de la sidérurgie... régional du rendement à l'hectare... paysannerie a donc augmenté et l'exode rural... le gain d'énergie dans les villes... pour les salaires, etc. ont isolé... 3000 grévistes et la police dans la ville... mort. A Bangkok les ouvriers de l'acier... aux forces de l'ordre. C'est dans ce climat de radicalisation... qu'interviennent les manifestations... de Kwangju et des villes de l'Cholla. La crise du régime - dont la direc- tion n'avait pas changé de 1961 à 1979 - alors que la

....

QUI SOMMES - NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle de leur pays d'origine.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles, doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le capitalisme d'Etat - solution de survie pour le capital -, ni avec cette fausse démocratie bourgeoise - forme hypocrite de la domination des capitalistes - avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestations directes de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, staliniens, et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

" QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE
QUE LEURS CHAINES
ILS ONT UN MONDE A GAGNER."

("Le Manifeste Communiste")